

Les députés communistes et républicains ne se plieront pas à un appel au consensus pour démolir la retraite à 60 ans

Déclaration solennelle des députés communistes et républicains



Depuis plusieurs jours, une succession de déclarations de dirigeants politiques affichent une « volonté de consensus » pour remettre en cause la retraite à 60 ans. Le Président de la république Nicolas Sarkozy dans ses vœux aux Parlementaires s'est félicité d'un rapprochement de points de vue entre la majorité présidentielle et la gauche. François Fillon a assuré le service après-vente d'une telle déclaration.

Le Parti socialiste, sa première secrétaire, ses dirigeants les plus influents, François Hollande, Jean-Marie Le Guen et Manuel Valls actent chacun à leur façon du caractère inéluctable d'un premier recul à 61 ans ou 62 ans de l'âge légal. Ils remettent ainsi en cause la première mesure prise en 1981 : l'abaissement de 65 à 60 ans de l'âge légal de la retraite, qui était un choix de société.

Tous, au nom d'un modernisme qui irait de soi, avancent que ce serait le seul moyen de sauver notre système de retraite. Le Medef par la voix de madame Parisot, se réjouit d'un consensus en construction sur des bases... qu'il a toujours préconisées !

Si l'allongement de l'espérance de vie est un fait, il n'entraîne pas, contrairement à ce que d'aucun affirme, l'obligation ou la nécessité de reporter l'âge de départ à la retraite. Le Medef oublie de s'interroger sur les plans de licenciements qui frappent des centaines de milliers de nos concitoyens de plus de 50 ans et les confinent à l'assurance chômage puis aux allocations de fin de droits, sans jamais pouvoir retrouver un emploi. Dans le même temps, faire travailler plus longtemps les salarié-e-s, c'est également réduire les possibilités d'accès à l'emploi pour les jeunes.

Le gouvernement et le Medef portent ensemble la lourde responsabilité d'avoir amené dans l'impasse les discussions sur les métiers pénibles. N'oublions pas non plus les gains considérables de productivité et les profits qui continuent de battre des records malgré la crise financière.

C'est cette politique qui fragilise gravement les ressources de l'assurance vieillesse. Les député-e-s communistes, républicains, du parti de gauche exigent une réforme profonde du financement des retraites par la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des banques et par une politique de création d'emplois, d'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires et des pensions.

Au même titre que la taxe Tobin dédiée à l'aide au développement, une telle taxation permettrait sur ce secteur de l'économie d'apporter des dizaines de milliards d'euros au financement des retraites. Elle permettrait également de ne plus faire supporter aux seuls revenus du travail la charge du financement.

La droite a clairement annoncé que 2010 serait l'année de la révision de notre système de retraites. La gauche, le parti socialiste, ne doivent nourrir d'aucune manière cette nouvelle atteinte aux droits des salarié-e-s qui est en préparation. L'appel au « réalisme » est trop souvent annonciateur de capitulation. Nous disons non, résolument non, à ce recul de civilisation. Nous proposons une réforme progressiste des retraites et des pensions. »

Les Députés communistes et républicains : Marie-Hélène Amiable, François Asensi, Huguette Bello, Alain Bocquet, Patrick Braouezec, Jean-Pierre Brard, Marie-George Buffet, Jean-Jacques Candelier, André Chassaigne, Jacques Desallangre, Jacqueline Fraysse, André Gérin, Pierre Gosnat, Maxime Gremetz, Jean-Paul Lecoq, Roland Muzeau, Daniel Paul, Jean-Claude Sandrier, Michel Vaxès